

Apprendre à “danser dans les chaînes” : Propos sur le bonheur d’être engagé quand on est étudiant

Étudiant à l’Institut d’études politiques de Paris,
Thomas Poirier est vice-président d’Anima’Fac.

F rieuse, la jeunesse d’aujourd’hui ? On l’a beaucoup écrit. Toute une génération, ayant grandi dans la crise, incarne la rupture avec une ère de croissance économique et d’ambition sociale : on la dit usée, avant même d’avoir servi ; et désabusée, sans avoir eu besoin de croire. Ils auraient bien des raisons de se montrer résignés, ceux qui, ayant grandi au cours de ces années, peuvent décliner leur malchance comme une identité historique. Victimes des caprices de la croissance, ils trouveront tard un emploi souvent marqué par la précarité, la mobilité perpétuelle et l’effondrement des protections.

Durant leur vie active, ils pourront aussi songer à la retraite qu’ils n’auront pas, car, par ironie de la logique démographique, cela même qui les prive des espoirs d’ascension pendant leur jeunesse leur compliquera sérieusement le repos une fois parvenus au terme de leur parcours professionnel. Entre temps, ils auront eu à produire deux fois plus d’efforts pour assumer la surabondante génération de leurs parents, celle du baby-boom, tout en prenant sur eux pour s’adapter à la « nouvelle donne internationale ». Pas étonnant, dans ces conditions, que la crise économique se redouble d’une faille idéologique : épuisement des modèles de société alternatifs, crispation sur des valeurs plus matérielles, individualisme, repli sur soi.

On trouverait dans les nouveaux ingrédients des mouvements étudiants bien des éléments à l’appui de cette analyse. Mais avant cela, il faut faire une mise en garde : les observateurs du monde étudiant sont régulièrement victimes de deux effets d’optique. Le premier, c’est l’effet loupe : une tendance à surestimer l’influence des grandes organisations à la notoriété établie. La visibilité de ces organisations est telle qu’on les confond facilement avec le monde étudiant. La prédilection des politiques et, d’une manière générale, des acteurs de la vie de l’université pour ces structures est compréhensible : elles offrent l’avantage de savoir se rendre visibles et audibles, tant de la communauté universitaire que des médias, elles bénéficient d’une certaine pérennité des acteurs, d’une assez grande cohérence de vue dans le temps et l’espace. Toutes ces choses sont utiles, mais elles ne permettent pas de jauger la volonté d’implication des étudiants dans la vie sociale.

L’autre effet d’optique est l’effet de flou qui conduit à ignorer, au profit des formes stables, le foisonnement des éléments isolés. Cet effet conduit à occulter la capacité d’un nombre important d’étudiants à bâtir de petites structures, taillées sur mesure pour un événement ou un projet, dont l’activité s’arrête parfois lorsque leur objectif immédiat est atteint. En termes stricts de formation à la citoyenneté, d’apport à la vie de la cité, d’influence sur la perception politique des étudiants et d’intégration sociale, ce type d’engagement se révèle déterminant, même s’il est autrement plus difficile à appréhender. On découvrira ces terres, presque vierges d’études théoriques, avec l’émerveillement de l’explorateur et l’excitation du chercheur d’or.

Le fait associatif rassemble plusieurs dizaines de milliers d’étudiants. Deux caractères au moins justifient qu’on commence à observer cet univers de près : son développement rapide, sur les décombres de ce que furent les formes d’engagement plus politiques des années 1960 ; son bouillonnement actuel, peut-être annonciateur. Quel type d’initiatives range-t-on sous ce vocable ? Il est difficile de parvenir à une définition stricte, tant les formes d’engagement sont variées et tant ce monde foisonnant et hétérogène ne se laisse pas facilement cerner. Disons que des jeunes sont engagés à des titres divers dans des projets collectifs qui représentent du temps passé à ne pas s’occuper directement de soi. Ils prennent du temps, consacrent des efforts, de l’attention, parfois une certaine frénésie, à accomplir des desseins qui sortent des canons ordinaires de la réussite personnelle. Malgré l’extraordinaire

profusion des formes d'engagement et l'étendue des champs couverts (de la culture à la technologie, de l'œnologie à l'intégration, en passant par la solidarité internationale, l'écologie, la philosophie politique ou la photographie...) la cohérence de l'ensemble du fait associatif est bien réelle. On la retrouve dans le quotidien, les projets élaborés, chiffrés, les moyens rassemblés, les échéanciers, les stratégies de communication... Des heures et des journées de travail en sus des tâches scolaires. On la retrouve également dans des acteurs aux profils très divers mais dont les capacités d'organisation et de communication deviennent souvent remarquables.

Ceux qu'on avait tant voulu repliés sur eux-mêmes peuvent ainsi surprendre. Pourtant, il est vrai que bien des traits distinguent les engagés d'aujourd'hui des enrégés d'hier. Parmi eux, une relative dépolitisation, dont il faut encore mesurer l'ampleur et le sens.

Les étudiants mettent souvent en avant l'apolitisme pour exprimer leur méfiance vis à vis des structures partisans et, en général, de toute parole liée ou récupérée par des intérêts qui leur échappent. Cette méfiance est à l'œuvre dans bien des associations, aussi bien à l'échelle locale que nationale. Au sein de l'Université, elle reflète la crainte d'être « catalogué » par les autres étudiants, les professeurs, voire les futurs employeurs. Aussi l'apolitisme est-il une forme de conformisme, s'imposant de façon aussi abrupte que la politisation en d'autres temps. Bon nombre d'étudiants refuseraient de se voir qualifiés de « militants » alors même qu'ils se trouvent engagés dans des formes d'action à caractère social ou politique. Dans certaines « assemblées générales » traditionnellement plus politisées, c'est avec beaucoup d'imagination que le jargon d'autrefois jugé « ringard » est remplacé. Combien d'expressions magiques des années 1970 sont ainsi devenues taboues, par l'étonnante alchimie des modes et de l'histoire qui façonne les engagements étudiants ?

La conséquence de ce phénomène se reflète dans le peu de cas fait à la culture sociale, politique ou historique, et dans l'indifférence — voire la répulsion — pour les abstractions. L'action, le résultat immédiat ou à moyen terme, tendent à remplir l'intégralité du champ des préoccupations. Peu importe, en quelque sorte, ce que l'on sait, ou ce à quoi l'on croit, dès lors que ce qu'on fait a une utilité palpable, certaine, démontrable. Cela signifie-t-il des étudiants moins engagés ? Certainement pas : plus méfiants, moins bavards, certes, mais non moins résolus à obtenir ce qu'ils veulent, pourvu qu'ils en jugent l'enjeu essentiel.

L'exemple des derniers mouvements étudiants ou lycéens est assez parlant. L'objet n'est pas alors de marquer son opposition à une énième réforme de l'Université jugée inéquitable, mais de réagir à l'effritement des budgets et au manquement de l'État à ses engagements. C'est une mobilisation, non pas certes de spécialistes, mais d'étudiants assez au fait de la vie de l'Université pour pouvoir chiffrer correctement les besoins de leur établissement. Les « conditions d'étude » deviennent le slogan de manifestants qui n'ont guère d'engagements politiques ou syndicaux, mais que l'expérience associative, la bonne connaissance de leur établissement et l'écoute des étudiants ont amenés à l'animation de mouvements.

Parfois les associations n'engagent pas leur nom dans la bataille. Elles ont en effet tendance à juger l'affaire trop « politique », et préfèrent éviter le risque de gâter le consensus interne et la neutralité externe qui leur ont permis de se développer. Comme lieu de passage très fréquenté elles sont toutefois des terrains de prédilection pour s'informer, s'organiser, débattre de la dernière manifestation, ou du principe même d'une manifestation. D'autres fois en revanche elles prennent franchement appui sur le mouvement pour se développer et se structurer autour des problématiques de l'Université, avant d'élargir leur centre d'intérêt à l'ensemble du champ politique. Il demeure, encore aujourd'hui, un nombre non négligeable d'étudiants engagés dans des associations de réflexion, d'information ou d'action formées à l'occasion du mouvement de 1995.

Un phénomène comparable est à l'œuvre dans la lutte contre l'extrême droite. Là encore l'Université a été le terrain privilégié de la riposte contre la montée en puissance du Front National et, dans les cortèges, les étudiants sont de loin la population la plus représentée. Toutes les associations ne prennent pas officiellement parti contre l'extrême droite, beaucoup d'entre elles pour les raisons évoquées plus haut. Il n'en demeure pas moins que les étudiants impliqués dans la vie de leur campus, parce qu'ils sont engagés dans des projets collectifs, et parce qu'ils sont, bon gré mal gré, des intervenants sur les scènes locales, se retrouvent largement dans ces types d'initiatives. La frontière ici est peut-être davantage celle qui sépare les étudiants « impliqués » des autres, qu'entre les différentes formes d'engagement.

On l'aura compris, l'apolitisme n'est pas l'incivisme. Il ne s'agit pas de ne pas aller voter, ni de professer un scepticisme strict et sans compromis : il faut seulement ne pas mélanger les genres. On pourrait alors parler d'une « laïcisation » des projets collectifs, mais nullement de leur dépolitisation, au sens strict. L'implication des étudiants dans la vie de la cité se veut désormais directe ; elle s'appuie sur des structures autonomes et de taille humaine ; elle a tendance à refuser la médiation des grandes structures partisans dans lesquelles les étudiants ne se sentent pas suffisamment pris en compte. Deux exemples d'initiatives étudiantes en direction de la ville illustreront cette hypothèse.

Certains spectacles amateurs sont des mines d'inventions. Ils témoignent d'une volonté sans pareille au service d'expressions originales de solidarité. Ceux d'« Arts, Culture et Sida » à Rennes, furent un modèle du genre. Ils prenaient la forme d'interventions théâtrales qui viennent s'inscrire au cœur de la vie quotidienne des citoyens. L'enjeu était d'arracher les passants à leurs occupations pour les ramener, pour quelques minutes, à la mémoire et à la vie des victimes de l'épidémie. Silence et réflexion venaient alors rompre le rythme d'une musique, d'un lieu de passage, de l'habitude. C'était un concert d'orgue à la Basilique Saint Sauveur interrompu pour laisser place à la méditation puis à l'improvisation de l'interprète. Ou bien un couple qui se produisait intempestivement dans un restaurant, à la sortie d'une messe, dans un hall de gare. Il fallait alors peu de temps au petit monde de la rue pour, de passant, devenir public. Entre temps, le message - ou plutôt le silence - était passé.

L'association grenobloise « Arts mêlés » est également un exemple de l'énergie que des étudiants peuvent mettre au service de l'animation de leur métropole. Celle-ci produit chaque année, vers la fin du mois de mars, un festival des arts où, pendant une dizaine de jours, des conteurs, des acteurs, des graphistes, des musiciens, présentent leurs œuvres dans la ville. Des ateliers élaborent les spectacles pendant l'année ; pour répéter malgré la pénurie de locaux, la débrouillardise est de mise : parfois c'est une maison de retraite qui héberge les jeunes artistes. La constitution d'un budget n'est pas plus facile : comme les partenariats se font rares, l'association, pour se financer, a dû se présenter cinq années d'affilée aux mêmes concours.

Cette boulimie d'initiatives est un signe de santé pour la jeunesse d'aujourd'hui. L'associatif étudiant doit être encouragé, car il représente une véritable promesse pour la société. On peut en mesurer l'utilité sociale au moins à trois niveaux : d'une part, en terme d'intégration sociale et d'animation de l'université dans des campus qui souvent ne brillent pas par leur convivialité et au sein desquels le « délit d'initié » joue à plein. D'autre part, en terme de formation extra-scolaire et pré-professionnelle pour ceux que la pratique des projets collectifs prépare aux défis qu'ils auront à affronter dans leur vie professionnelle. Quelle meilleure école, en effet, de la responsabilité et de l'investissement personnels ? Le projet, la « cause commune » qui soudent chacun des membres à un dessein collectif constituent un bon avant-goût de ce que seront les exigences humaines (d'entente, de compromis personnel, mais aussi de créativité et d'initiative) du monde professionnel. Bien comprise, la démarche associative pourrait résoudre la quadrature du cercle des entreprises collectives : à savoir concilier le sens d'une discipline raisonnée avec celui de l'initiative innovante et utile. Une façon d'apprendre, en reprenant Nietzsche, à « danser dans les chaînes ».

Elle se mesure enfin dans la créativité sociale dont ces projets font souvent preuve et qui mériterait d'être mieux mise en valeur. Car ce milieu bouillonnant sait aussi être le théâtre de solutions innovantes. C'est là sa plus grande richesse, faite de spontanéité, d'esprit d'initiative et d'astuce convoqués quotidiennement pour l'animation de son environnement. Pour le plus grand bonheur de la collectivité.